

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 16/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FULCHIRON Alsace

Chemin de Saint Eloi
91720 MAISSE

Code AIOT : 0006700066

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2025 dans l'établissement FULCHIRON Alsace implanté Aschbruch - 67690 HATTEN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FULCHIRON Alsace
- Aschbruch - 67690 HATTEN
- Code AIOT : 0006700066
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Hatten n'est plus exploitée à ce stade.

Les installations assurent le traitement des matériaux extraits dans la carrière de Riedseltz.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Suivi des mesures ERC	Arrêté Préfectoral du 27/04/2015, article 3.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 8.5.1	Sans objet
2	Mise à jour du plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 8.5.2	Sans objet
3	Déchets inertes et terres provenant de l'extérieur	Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 8.4.3	Sans objet
4	Surveillance poussières	Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 9.2.1	Sans objet
5	Surveillance rejets dans le plan d'eau	Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 9.2.2.1	Sans objet
6	Surveillance eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 9.2.3.1	Sans objet
7	Surveillance bruit	Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 9.2.5	Sans objet
8	Floculent	AP Complémentaire du 17/10/2022, article 4.1.3	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 Bis	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection demande à l'exploitant la mise en place d'actions correctives, notamment documentaires et de suivi sur les enjeux de la gestion des déchets et de la biodiversité.

Le site traite les minéraux extraits de la carrière de Riedseltz et les déchets de traitement sont éliminés en aménagement sur la carrière de Haguenau, l'inspection note des lacunes de caractérisation et de traçabilité dans cette gestion de déchets.

L'examen des suivis écologiques présentés par l'exploitant pointe des lacunes passées dans l'application des mesures ERC. Une lacune de suivi est constatée pour les odonates et la tendance est défavorable sur l'évolution de la population du sonneur à ventre jaune. L'exploitant doit se prononcer sur ces éléments et présenter ses conclusions et actions à l'inspection dans un délai de trois mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 8.5.1
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à une échelle au moins aussi précise que le 1/1 000 e orienté. L'échelle est adaptée à la superficie de la carrière et est mentionnée sur le plan. Sur ce plan sont reportés :

- les dates des levés,
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m,
- la dénomination actualisée des parcelles cadastrales concernées et riveraines,
- les bords de la fouille,
- les limites de sécurité définies à l'article 1.5.1 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,
- les installations de traitement des matériaux, les installations annexes, les diverses infrastructures (accès, traitement des eaux...),
- les courbes de niveau équidistantes (tous les 10 mètres) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,
- les courbes bathymétriques équidistantes (tous les 10 m de profondeur) sur l'ensemble du plan d'eau,
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques,
- l'emplacement exact du bornage,
- les zones dangereuses repérées en application de l'article 8.2.1 et identifiées comme telles sur le plan,
- la position des dispositifs de clôture et autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses,
- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte,
- les stockages de déchets inertes et de terres non-polluées,
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,
- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état,
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière,
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- la localisation des secteurs naturels à préserver (ravine du Kesselbach, mare de la parcelle 163/63). [...]

Constats :

Lors de la visite du 28/05/2025, l'exploitant a présenté le plan d'exploitation, et présenté ses remarques. Les éléments reportés sur le plan n'appellent pas de remarque de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise à jour du plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 8.5.2

Thème(s) : Autre, Mise à jour du plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

Le plan est mis à jour suivant les éléments visés à l'article 8.5.1, au moins une fois par an, à

l'exception des courbes bathymétriques et des profils, qui sont mis à jour au moins tous les deux ans.

Les plans sont dressés et les coupes sont établies par un géomètre-expert ou par un cabinet de géomètres-experts.

Constats :

Les levés du plan d'exploitation présenté lors de la visite sont datés du 12/12/2024. L'édition, par le cabinet de géomètre-expert, du plan d'exploitation est datée du 17/02/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déchets inertes et terres provenant de l'extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 8.4.3

Thème(s) : Autre, Déchets inertes et terres provenant de l'extérieur

Prescription contrôlée :

L'apport définitif dans la carrière (installation de stockage), de déchets inertes et de terres non polluées qui proviennent de l'extérieur de la carrière est interdit. Toute opération de remblaiement de la carrière avec des matériaux extérieurs au site est interdite.

Constats :

Lors de la visite du 28/05/2025, l'inspection constate l'accueil de matériaux extérieurs pour le traitement dans les installations de broyage, concassage, criblage (rubrique ICPE 2515).

L'exploitant précise que les matériaux traités sur le site sont les sables argileux extraits de la carrière qu'il exploite à Riedseltz.

L'exploitant indique que la fraction argileuse des matériaux traités est envoyée dans les aménagements de la carrière de l'exploitant sur la commune de Haguenau..

Ce matériau est susceptible de constituer un déchet produit dans les installations de HATTEN.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le déchet ainsi éliminé est susceptible de relever d'une des codifications suivantes de l'annexe citée à l'article R. 541-8 du CE (Annexe de la décision 2000/532/CE de la commission du 3 mai 2000) :

01 04 07*	déchets contenant des substances dangereuses provenant de la transformation physique et chimique des minéraux non métallifères
01 04 09	déchets de sable et d'argile
01 04 12	stériles et autres déchets provenant du lavage et du nettoyage des minéraux autres que ceux visés aux rubriques 01 04 07 et 01 04 11

L'exploitant doit justifier la nature du matériau (le statut de déchet et le cas échéant la

codification du déchet).

L'emploi du matériau dans les aménagements de la carrière de Haguenau doit être mis en œuvre dans le respect des réglementations applicables et prescriptions édictées. L'exploitant doit ainsi porter à la connaissance de l'inspection des modifications des conditions d'exploitation du site de Haguenau, non autorisé à mettre en œuvre le matériaux argileux de Hatten en remblaiement de la carrière, ou en aménagement du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 9.2.1

Thème(s) : Autre, Surveillance poussières

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit faire procéder, au moins annuellement, par un organisme agréé, à des contrôles pour déterminer les débits, les flux et les concentrations des poussières.

Ces mesures sont effectuées :

- selon des méthodes normalisées,
- par un organisme agréé,
- sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.

Les résultats de ces mesures sont archivés et sont tenus sur place à la disposition de l'inspection des installations classées jusqu'à la fin de l'autorisation. Si des dépassements des valeurs limites de rejet sont observés, les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées avec des explications sur les causes des dépassements et les dispositions envisagées pour éviter qu'ils ne se reproduisent.

Constats :

Lors de la visite du 28/05/2025, l'exploitant a présenté les rapports des mesures de suivi des poussières réalisées par la méthode 'des plaquettes'.

Les éléments présentés n'appellent pas de remarque de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance rejets dans le plan d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 9.2.2.1

Thème(s) : Autre, Surveillance rejets dans le plan d'eau

Prescription contrôlée :

Les mesures portent sur les rejets suivants en référence à l'article 4.31.

Les points de rejet des eaux dans le plan d'eau doivent être en nombre aussi réduit que possible. Ils doivent être aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.

Les eaux canalisées issues du séparateur d'hydrocarbures, les eaux canalisées de l'installation de lavage des véhicules et des engins, les eaux pluviales canalisées et les autres eaux canalisées sont dirigées vers des bassins de décantation, vers des lagunes ou vers des bassins de collecte et ne

peuvent être rejetées dans le plan d'eau qu'après avoir subi, le cas échéant, un traitement (neutralisation, décantation...). Les valeurs limites suivantes doivent être respectées :

- pH entre 5,5 et 8,5,
- température : inférieure à 30° C,
- MEST < 35 mg/l (norme NFT 90 105),
- DCO sur effluent non décanté < 125 mg/l (norme NFT 90 101),
- Hydrocarbures < 10 mg/l (norme NFT 90 114).

Ces valeurs doivent être mesurées sur un échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures.

Pour les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleurs du milieu récepteur mesuré en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt.

Les paramètres énumérés ci-dessus, doivent être mesurés au moins une fois par an par un laboratoire agréé pour ces analyses.

La fréquence doit être mensuelle si les valeurs fixées ci-dessus sont dépassées et jusqu'au retour à des valeurs conformes. En cas de dépassements, l'exploitant doit informer l'inspection des installations classées et lui présenter les dispositions envisagées pour y remédier.

Les résultats doivent être archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de l'autorisation d'exploiter

Constats :

Lors de la visite du 28/05/2025, l'exploitant a présenté les rapports des analyses des eaux prélevées à l'exutoire des dispositifs de décantation dans le plan d'eau.

L'exploitant a présenté son plan d'action pour la réduction des MES dans les eaux de procédés et le registre des curages des deux bassins de décantation

Les éléments présentés n'appellent pas de remarque de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 9.2.3.1

Thème(s) : Autre, Surveillance eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Les eaux souterraines sont prélevées par un laboratoire agréé au moins une fois par an dans au moins un piézomètre situé à l'aval et dans au moins un piézomètre situé à l'amont de la carrière.

Les valeurs suivantes sont analysées :

- pH,
- température,
- MEST,
- DCO,
- hydrocarbures,
- conductivité,
- oxygène dissous,
- chlorures,
- phosphates,
- nitrates,
- ammonium.

Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et doivent être archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de l'autorisation. Toutefois, les valeurs manifestement anormales des paramètres fixés ci-dessus sont signalées par l'exploitant à l'inspection des installations classées avec ses explications et avec ses propositions pour remédier aux anomalies. Le niveau piézométrique de la nappe doit être contrôlé semestriellement dans les piézomètres. En cas d'assèchement de puits des particuliers recensés aux environs de la carrière et dû à l'exploitation de la carrière, l'exploitant doit prendre à ses frais toutes des dispositions utiles pour y remédier (approfondissement du puits asséché, forage d'un nouveau puits, réalisation d'ouvrages de substitution offrant des conditions d'alimentation équivalente, indemnisation du propriétaire du puits asséché....).

La création d'ouvrages de surveillance des eaux souterraines respecte les prescriptions définies dans l'article 4.1.2.1 du présent arrêté.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Constats :

Lors de la visite du 28/05/2025, l'exploitant a présenté les rapports des analyses de suivi des eaux souterraines.

Les éléments présentés et conclusions de l'exploitant n'appellent pas de remarque de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 9.2.5

Thème(s) : Autre, Surveillance bruit

Prescription contrôlée :

Une mesure de la situation acoustique doit être effectuée dans un délai de six mois à compter de la signature de l'arrêté puis tous les trois ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle doit être effectué par référence au plan qui figure à la page 175 du dossier, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées peut demander.

En cas de dépassements des limites fixées à l'article 6.2.1 en au moins un point de mesure, l'exploitant informe l'inspection des installations classées. Il doit accompagner son envoi de propositions d'aménagements qui permettent de réduire les niveaux sonores dans l'environnement et l'échéancier de réalisation correspondant.

L'exploitant fait réaliser de nouvelles mesures des niveaux sonores dans le mois qui suit l'achèvement des aménagements proposés. Il communique les résultats à l'inspection des installations classées avec de nouvelles propositions si les limites fixées sont toujours dépassées.

Constats :

Lors de la visite du 28/05/2025, l'exploitant a présenté les rapports des mesures de niveaux sonores.

Les éléments et conclusions de l'exploitant n'appellent pas de remarque de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Flocculant

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2022, article 4.1.3
Thème(s) : Autre, Flocculant
Prescription contrôlée : Les flocculants mis en œuvre dans le procédé de traitement des eaux présentent un taux inférieur à 0,1% de monomère résiduel dans le polyacrylamide. L'exploitant conserve sur le site et tient à disposition de l'inspection des installations classées les documents justifiant de la teneur en acrylamide des flocculants utilisés.
Constats : Lors de la visite du 28/05/2025, l'exploitant a présenté : <ul style="list-style-type: none">• la fiche de données de sécurité (FDS) du produit flocculant utilisé dans son procédé de décantation des eaux de traitement,• le suivi des quantités employées de la substance,• les analyses des eaux de procédés portant sur le paramètre acrylamide. L'exploitant indique qu'il élimine les boues argileuses produites, constituant un déchet, dans les aménagements de la carrière qu'il exploite à Haguenau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Suivi des mesures ERC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2015, article 3.3
Thème(s) : Autre, Suivi des mesures ERC
Prescription contrôlée : Un suivi ornithologique (2 passages par an au printemps et en été) est assuré en année n+1 et n+2, puis tous les 5 ans jusqu'à la fin de la période d'exploitation par un écologue spécialisé. Il permet de caractériser, d'année en année, les différents cortèges ornithologiques au sein des milieux et également de confirmer ou infirmer le maintien de toutes les espèces impactées initialement par le projet. Un suivi spécifique de l'hirondelle des rivages est réalisé selon les mêmes modalités. Un suivi annuel des amphibiens et des reptiles (pendant les 5 premières années) puis tous les deux ans (2 passages au printemps) est assuré par un écologue jusqu'à la fin de l'exploitation de la carrière. Deux passages annuels sont menés pour le suivi du Sonneur à ventre jaune. Le suivi permettra de valider les principes de conception et les mises en défens. Le cas échéant, des mesures correctives sont apportées par le pétitionnaire. En parallèle, des relevés ciblés sur les reptiles sont réalisés au niveau des gîtes. Un suivi des Odonates est assuré en année n+1 et n+2, puis tous les 5 ans jusqu'à la fin de la période d'exploitation par un écologue spécialisé.
Constats : L'exploitant a présenté les rapports des suivis :

- de la faune aviaire, rapport daté du 19/12/2024 ;
 - de la faune reptilienne et batracienne, rapport daté du 13/11/2024.
 L'inspection note l'absence de rapport de suivi de l'entomofaune (odonates).
 De plus, l'inspection note les conclusions du suivi de l'herpétofaune : défauts et lacunes dans la mise en œuvre des mesures ERC, ainsi que des résultats défavorables notamment de l'espèce sonneur à ventre jaune.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit informer l'inspection :

- des dispositions qu'il met en œuvre pour ne pas réitérer les atteintes aux mesures ERC,
- des dispositions qu'il met en œuvre pour enrayer le déclin constaté de la population de l'espèce sonneur à ventre-jaune,
- de la justification de l'absence de suivi des odonates ou de la mise en place de ce suivi.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 Bis

Thème(s) : Autre, Plan de gestion des déchets d'extraction

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation,
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles,
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis,
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets,
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement,
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées,
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets.

Constats :

L'exploitation du site consiste à la remise en état à l'issue de l'exploitation de la carrière et au traitement de matériaux alluvionnaires extraits sur le site de Riedseltz.

En l'absence d'extraction, le PGDE n'est pas requis.
--

Type de suites proposées : Sans suite
--
